

L'emploi et le pouvoir d'achat, pour retrouver l'espoir

L'invitée

Rebecca Ruiz

Conseillère d'État, cheffe
du Département de la santé
et de l'action sociale



Après un ralentissement historique provoqué par les mesures de lutte contre la pandémie, l'économie suisse connaît une reprise elle aussi sans précédent. Grâce aux nombreuses mesures mises en place par les pouvoirs publics pour maintenir les emplois, assurer les salaires et compenser les pertes de revenu, la crise sociale n'a pas eu lieu dans les dimensions routées lors du premier confinement.

Le constat global est pour l'heure rassurant. Mais certaines catégories sociales et certains secteurs souffrent encore de l'incertitude et des contraintes imposées par le virus. La priorité est donc de continuer à panser les plaies, en soutenant les chômeurs âgés qui peinent à retrouver du travail après un licenciement, mais aussi en aidant les jeunes que la crise a fragilisés à trouver leur chemin. Et, plus largement, il faut continuer à ramener vers l'emploi et l'indépendance les personnes que la pandémie a davantage éloignées du marché du travail.

Cette conjoncture très favorable doit tout simplement profiter à toutes celles et tous ceux qui font tourner l'économie au quotidien. Pour que la bonne santé du pays soit palpable, le revenu disponible doit augmenter. C'est en disposant d'un meilleur pouvoir d'achat que toute notre société retrouvera l'espoir.

Dans ce contexte, les orientations politiques prises par le Canton de Vaud apparaissent plus justes que jamais. Le développement de la politique des subsides aux primes d'assurance maladie en est le premier exemple. En limitant à 10% du revenu imposable le poids de ces dépenses obligatoires, nous libérons de nombreux ménages d'une charge étouffante et parfois désespérante.

Pour soutenir tout particulièrement les familles, ce sont les allocations familiales qui ont été augmentées: ce mois de janvier, les bénéficiaires vaudois verront le montant passer de 360 à 400 francs par mois pour les jeunes en formation. En 2015, elles étaient de 300 francs: on mesure l'écart, une augmentation d'un tiers en cinq ans. L'allocation pour enfant a augmenté, elle, de 230 francs à 300 francs entre 2015 et 2019.

La crise nous apprend chaque jour la valeur de la cohésion sociale. Elle s'exprime par les solidarités du voisinage et du quotidien. Elle s'exprime par le civisme dans le respect des mesures sanitaires pour le bien d'autrui et pour son propre bien. Et elle s'incarne aussi dans l'action de l'État, pour accompagner vers l'emploi et pour assurer des revenus qui permettent de vivre dignement.

Si notre canton est resté fort dans la crise, c'est grâce à cette cohésion. La développer plus avant, c'est renforcer notre capacité à faire face à toutes les crises futures. Mais c'est aussi dessiner la perspective d'un avenir meilleur, plus juste et plus heureux. Ce n'est que sur cette base que nous affronterons avec force, mais aussi avec sérénité, les immenses défis qui nous attendent.